

LA LETTRE

DE JUSTICE ET PAIX

La Présidence Française de l'Union Européenne a commencé le 1^{er} janvier.

Le président français a fixé les objectifs pour une Europe souveraine, un nouveau modèle de croissance et une Europe plus humaine :

- réformer l'espace Schengen tout en faisant avancer le pacte migratoire,
- activer un salaire minimum,
- concilier le développement économique et la transition écologique,
- envisager une taxe carbone aux frontières,
- réguler l'espace numérique,
- créer de nouvelles relations avec l'Afrique,
- encourager un service civique européen,
- envisager une réforme des traités pour faciliter la prise de décisions.

C'est un vibrant plaidoyer de défense de l'Europe, car on ne peut pas garder de l'Europe ce qui nous arrange et rejeter ce qui nous dérange. Toutefois, la présidence de l'Union ne donne pas toutes les prérogatives.

Pour réussir ce programme ambitieux « *donner un supplément d'âme à l'Europe* », il faut réussir à convaincre tous nos partenaires. Et aussi établir un lien fort avec le nouveau chancelier allemand Olaf Scholz, car la convergence de vues entre nos deux pays reste indispensable pour faire progresser l'Europe. Enfin, il faut maintenir la paix en Europe et ce ne sera pas le plus facile.

Marc de Montalembert,
Justice et Paix France



© Julien Tromeur pour Pixabay.com

Dans son message pour la **55^e Journée Mondiale de la Paix**, le pape François continue de décliner des aspects pratiques de l'engagement pour une paix durable. S'il rappelle la nécessité d'une « *architecture de la paix* » aux niveaux national et global, il veut insister sur « *l'artisanat de la paix* », celle que nous construisons les uns et les autres, ensemble, dans le dialogue.

Il nous propose 3 voies : **le dialogue entre les générations** comme base pour la réalisation de projets communs, **l'éducation** en tant que facteur de liberté, de responsabilité et de développement, et **le travail** pour une pleine réalisation de la dignité humaine. Ces éléments étant essentiels pour l'élaboration d'un pacte social sans lequel tout projet de paix est inconsistant.

Si la pandémie a renforcé la tendance au repli sur soi d'un côté et la violence destructrice de l'autre, la voie à suivre est celle du dialogue et en particulier du dialogue entre les générations. Les jeunes et les personnes âgées ont besoin les uns des autres, les jeunes pour trouver leurs racines sans lesquelles ils ne sauraient porter de fruits, les anciens pour renouveler leur dynamisme et leur créativité. Un projet commun central est le soin de notre maison commune.

L'éducation et l'instruction ne doivent pas être considérées comme des dépenses mais comme des investissements. Or les budgets qui y sont consacrés sont en baisse alors que les dépenses d'armement sont toujours en hausse. Il est urgent, nous dit le Pape, d'inverser ce rapport. Le Saint Siège a récemment encore pris des positions claires sur la nécessité d'un processus de désarmement mondial. Il appelle à un pacte éducatif global qui promeuve l'éducation à l'écologie intégrale comme modèle de paix et de développement durable axé sur la fraternité et l'alliance entre l'homme et la nature.

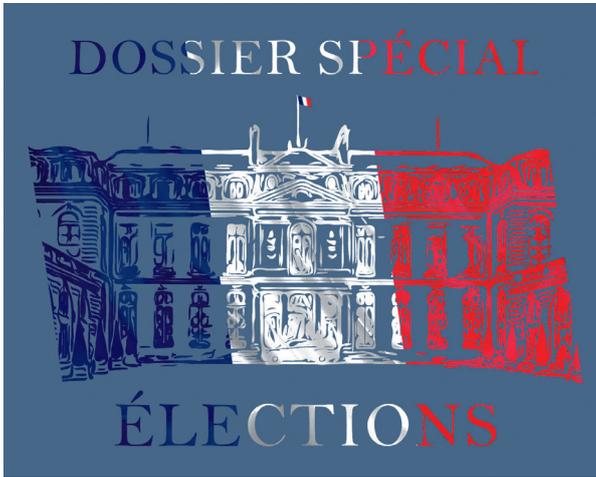
Enfin le travail est un facteur essentiel de construction et de préservation de la paix. L'impact de la crise, en particulier sur les travailleurs précaires, a été dévastateur. Il est urgent de promouvoir partout des conditions de vie décentes et dignes, y compris avec le développement de l'intelligence artificielle.

En encourageant chacun à promouvoir activement la paix, au nom de *Justice et Paix France*, je vous souhaite une bonne année.

Mgr Jacques Blaquart,
évêque d'Orléans,
président de Justice et Paix France

Pour définir un vote catholique, encore faudrait-il que le politologue ou le « sondologue » puisse définir exactement ce qu'est (Pour les grandes occasions ou chaque dimanche ?), une personne engagée dans un mouvement explicitement catholique m

Copyright : J. Mellou



Autant dire que l'exercice n'est pas simple pour qui veut lire l'histoire longue des positions électorales des catholiques français, alors que les « pratiquants réguliers », aujourd'hui, ne représentent qu'une petite minorité de la population. En fait, pour le dire simplement, moins le catholique est pratiquant, plus son vote se rapproche de celui de l'ensemble des Français. C'est en resserrant le focus sur les plus engagés que des différences se font jour, avec certes des tendances marquées, mais aussi l'expression d'un réel pluralisme. Ce qui paraît constant, c'est que le catholique pratiquant vote plutôt à droite. Il se distingue également par un fort engagement civique (un taux de participation très élevé à tous les rendez-vous électoraux) et social (55 % des pratiquants réguliers sont actifs dans une association). En outre - peut-être est-ce un effet de son âge - il accorde une plus grande confiance que les autres aux institutions et aux élus. Ce qui explique que cette population intéresse toujours les candidats à une élection... tout du moins durant le temps de la campagne.

La foi joue-t-elle un rôle dans le vote des catholiques ?

Le pluralisme politique est aujourd'hui un fait admis par la plupart des catholiques. Le rapport sur « *Politique, Église et foi* », présenté en 1972 par Mgr Gabriel Matagrin à l'assemblée plénière des évêques à Lourdes à l'issue de trois ans de tra-

vaux, reconnaît ce pluralisme, présenté comme « *inconfortable et nécessaire* », car « *il n'y a pas de politique de foi chrétienne* ». Les responsables religieux dès lors ne donnent pas de consigne de vote, mais proposent des critères de discernement, en insistant sur la valeur de l'engagement politique. Ce que le pape François appelle la politique avec un P majuscule, « *la Politique en tant que service qui ouvre de nouvelles voies pour que le peuple s'organise et s'exprime* » (2).

Quelles sont donc les raisons qui orientent les choix des catholiques ? Une enquête de l'Institut Ifop pour le magazine *Le Pèlerin* s'est penchée sur la question, le 20 octobre 2021 (1), dans la perspective de l'élection présidentielle de 2022. Ainsi, il apparaît que 23 % seulement de l'ensemble des catholiques disent que leur foi détermine leur vote : 18 % chez les non-pratiquants (88 % de l'échantillon) et 57 % chez les pratiquants réguliers. Il est intéressant de noter, parmi l'ensemble des catholiques, des différences entre les générations : 44 % des 18-24 ans et 35 % des moins de 35 ans disent que leur foi joue un rôle dans leurs choix politiques. Plus que les autres électeurs, les catholiques jugent que l'élection présidentielle représente un enjeu majeur pour le pays.

Quels sont leurs sujets de préoccupation ? Ils mettent en avant les mêmes thématiques que les autres électeurs : la santé, la sécurité, la lutte contre le terrorisme, le pouvoir d'achat, etc. Mais là encore, les jeunes se distinguent par leur attention à la question environnementale (65 % des moins de 35 ans, contre 49 % pour les plus de 65 ans). Alors que 65 % des plus âgés insistent sur la lutte contre l'immigration, les moins de 35 ans ne sont « que » 48 %. Ces jeunes sont également plus engagés dans des partis politiques que leurs aînés (13 %

des moins de 35 ans) et ils sont présents sur tout l'échiquier des sensibilités.

Même si les manifestations autour du mariage pour tous et de la PMA pour couples de femmes ou femmes seules voient des catholiques monter au créneau, au final, les sujets de bioéthique n'apparaissent pas comme prioritaires pour l'ensemble des catholiques : ils ne le sont que pour 25 % des catholiques pratiquants. La question est quand même classée comme un thème important sur lequel ils exercent leur vigilance.

Pour d'autres catholiques, encouragés par les très nombreux textes du pape François, la vigilance se porte plutôt sur les programmes en direction des plus pauvres, sur la lutte contre les inégalités, sur les politiques migratoires, sur les engagements écologiques... Des valeurs non négociables, pour reprendre un vocabulaire emprunté à Benoît XVI, sur lesquelles les catholiques dans leur diversité ne portent pas le même regard.

Pour qui les catholiques ont-ils voté ?

Au premier tour de la présidentielle de 2017, les catholiques ont voté à 29 % pour François Fillon (mais 47 % chez les catholiques pratiquants), à 22 % pour Emmanuel Macron (19 % chez les pratiquants). 22 % des catholiques (15 % des pratiquants) ont voté pour Marine Le Pen ; 15 % pour les candidats de gauche et écologistes.

On se souvient qu'au cours de la campagne, des militants issus de *La Manif Pour Tous*, « Sens commun », avaient fortement marqué leur soutien à François Fillon, mettant les sujets sociétaux en bannière de leur combat. Dans un article publié dans *Études*, en juillet-août 2017, Yann Raison du Cleuziou, maître de conférence en sciences politiques à l'université de Bordeaux, analyse le rôle qu'a pu jouer *La Manif Pour Tous* et le mouvement *Sens Commun* dans une mise en avant des catholiques, bien au-delà de la réalité numérique

(1) Enquête IFOP réalisée, en ligne, du 21 au 24 septembre 2021, auprès de 1 010 catholiques, dont 88 % de non pratiquants, 5 % de pratiquants occasionnels et 7 % réguliers. La marge d'erreur est de 1,4 à 3 %.

(2) Message vidéo du pape François, adressé le 15 avril 2021, aux participants de la conférence internationale « Une politique enracinée dans le peuple » à Londres, à partir de son livre *Un temps pour changer* : conversation avec Austen Ivereigh.

ES ET DES VOTES

un catholique : un citoyen qui se dit d'identité catholique, un citoyen qui se dit catholique pratiquant (mais à quel rythme ? mais ne fréquentant pas une communauté paroissiale...

qu'ils représentaient et au-delà de leur représentativité réelle de l'ensemble des catholiques.

Au second tour de l'élection, 62 % des pratiquants ont voté pour Emmanuel Macron. Ce choix catholique explique peut-être les relations apaisées entre le président de la République et l'Église de France, au début de son mandat, avec notamment la rencontre au collège des Bernardins à Paris, en avril 2018, où le président reconnut que le lien entre l'Église et l'État s'était abimé et qu'il convenait de le réparer. Le soutien à Emmanuel Macron se confirmera lors des élections européennes de 2019, où 43 % des pratiquants, qui participèrent largement au vote, mirent la liste macroniste en tête. S'illustre là une autre caractéristique de l'électorat catholique, son soutien au projet européen.

Au fur et à mesure du quinquennat, le confinement et la fermeture des lieux de culte, les évolutions sociétales en matière de procréation, pour les uns, l'insuffisance des politiques en faveur des plus pauvres pour les autres, ont vu le climat se tendre entre le monde catholique et le gouvernement. Prenant conscience de leur statut minoritaire, les catholiques se sentent de plus en plus socialement marginalisés. Pourtant, dit encore Yann Raison du Cleuziou, « *les débats des catholiques font vivre le débat public. Leur pluralisme nourrit celui de la société* ». Mais ils n'en sont sans doute pas conscients !

Les catholiques sont-ils tentés par l'extrême droite ?

La résistance aux idées d'extrême-droite reste forte, même si elle s'effrite, notamment lors de certaines élections locales, au fur et à mesure de la dédialisation du parti de Marine Le Pen. Mais cela reste une ligne rouge à ne pas franchir pour une majorité de catholiques. On peut citer la publication d'un texte signé par 40 associations

et mouvements d'Église à la veille du second tour de 2017 : « *transformer la clameur du monde en espérance* ». Il s'agissait de dire non au Front national, et de le dire plus clairement que ne l'avaient fait les évêques dans le texte publié avant les élections.

Ces derniers avaient été plus tranchants en 2002. Il est vrai que des propos de Jean-Marie Le Pen « *N'ayez pas peur, entrez dans l'espérance* » les avaient conduits à intervenir avant le second tour opposant le président du FN à Jacques Chirac.

Y aura-t-il une tentation Zemmour lors de la présidentielle de 2022 ? Des catholiques issus du *Mouvement conservateur (ex Sens commun)* ou de l'association *Les Éveilleurs*, lancés dans la mouvance de *La Manif Pour Tous*, voient dans le polémiste un défenseur de la France et de ses racines chrétiennes et un adversaire résolu de l'Islam. Si le candidat Zemmour met en avant un catholicisme culturel « *qui a fait la France* », il se méfie de sa « *compassion pour les faibles* » (dans un entretien à l'hebdomadaire *France Catholique* de novembre 2018), et tient à distance ce christianisme qui, dans la lignée de Vatican II, est devenu une « *folle ma-*

chine à aimer l'autre » ! (Cf. son livre « *Destin français* »).

Devant cette récupération perverse du catholicisme par un candidat, quel sera le message des évêques français que le polémiste ne manque pas de critiquer, d'ailleurs ? Comme dans la déclaration « *2017, année électorale : quelques éléments de réflexion* », ils inviteront à un vrai débat national, en évitant les risques de crispations identitaires, en appelant à lutter contre l'« *hystérie de la vie publique* ». À nouveau, ils présenteront sans doute les enjeux sur lesquels devront être jugés les programmes : démocratie, éducation, solidarité, écologie, migrants, etc. « *La qualité humaine d'une société, écrivaient-ils en 2017, se juge à la manière dont elle traite les plus faibles de ses membres : ceux qui sont laissés au bord du chemin de la prospérité, personnes âgées, malades, personnes handicapées. Nous ne pouvons être indifférents à aucune victime de notre société. Nous sommes responsables du respect de toute vie de son commencement à sa fin* », écrivaient-ils alors. Mais iront-ils plus loin ?

Dominique Quinio,
Justice et Paix France

VOTE DES CATHOLIQUES AUX RÉCENTES ÉLECTIONS NATIONALES

| Année | Élection / sondage | Candidat / Parti | Ensemble des Français | Catholiques | Catholiques pratiquants | Catholiques réguliers | Écart entre catholiques pratiquants et ensemble des Français | |
|-------|--|------------------|-----------------------|-------------|-------------------------|-----------------------|--|------|
| | | | | | | | en points | en % |
| 2002 | Présidentielle 1 ^{er} tour | Le Pen | 18 | 20 | 19 | | 1 | 6% |
| 2007 | Présidentielle 2 ^e tour | Sarkozy | 53 | 64 | 77 | | 24 | 45% |
| | | Royal | 47 | 36 | 29 | | -18 | -38% |
| 2010 | sondages Ifop | FN | 11 | 13 | 15 | | 4 | 36% |
| | | UMP | 27 | 33 | 42 | | 15 | 56% |
| | | Modem | 11 | 12 | 14 | | 3 | 27% |
| | | Gauche + écolo | 51 | 42 | 29 | | -22 | -43% |
| 2012 | Présidentielle 1 ^{er} tour (Slate Tincq) | Le Pen | 18 | 15 | 13 | | -5 | -28% |
| | | Sarkozy | 27 | 39 | 45 | | 18 | 67% |
| | | Bayrou | 9 | 13 | 15 | | 6 | 67% |
| | | Hollande | 29 | 19 | 16 | | -13 | -45% |
| | Présidentielle 2 ^e tour (Ifop Le Pèlerin) | Sarkozy | 48 | 57 | 66 | | 18 | 38% |
| | | Hollande | 52 | 43 | 34 | | -18 | -35% |
| 2017 | Présidentielle 1 ^{er} tour (ifop) | Le Pen | 22 | 22 | 15 | 12 | -7 | -32% |
| | | Fillon | 21 | 29 | 47 | 56 | 26 | 124% |
| | | Macron | 23 | 22 | 19 | 19 | -4 | -17% |
| | | Gauche + écolo | 28 | 20 | 15 | 11 | -13 | -46% |
| | Présidentielle 2 ^e tour (ifop) | Le Pen | 34 | 38 | 38 | 29 | 4 | 12% |
| | | Macron | 66 | 62 | 62 | 71 | -4 | -6% |

Sources internet : Sondages et études Cevipof, Ifop, Sofres, Slate

